



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2023-2025

Document d'action « Unis pour l'éducation et l'emploi »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Unis pour l'éducation et l'Emploi Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62106 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
. Initiative « Équipe Europe »	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République démocratique du Congo
4. Document de programmation	Programme indicatif pluri annuel pour la République démocratique du Congo 2021-2027
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Domaine prioritaire II : Développement humain Objectif spécifique 3 : l'éducation agit comme moteur du changement de la jeunesse et vivier d'un leadership responsable et engagé
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	110 : Éducation
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 4 -Éducation de qualité Autres ODD importants : ODD 8 - Travail décent et croissance économique ODD 16 - Paix et justice
8. a) Code(s) CAD	11330 et 11430 : Formation professionnelle et Formation technique supérieure de gestion – 100%

8. b) Principal canal d'acheminement	11004- Autres entités publiques dans le pays donneur			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important
Transformation numérique @		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Compétences numériques Services numériques		OUI <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Connectivité @		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connectivité numérique Énergie		OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	

	Transports	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Santé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Éducation et recherche			
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : 14.020121 Coût total estimé : 30 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 30 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion indirecte avec : - entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

1.2 Résumé de l'action

Fortement peuplée (sans doute 100 millions d'habitants), disposant de 80 millions d'hectares de terres arables et de plus de 1 100 minéraux et métaux précieux répertoriés¹, la RDC a les ressources pour devenir l'un des pays les plus riches du continent africain et l'un de ses moteurs de croissance. Cependant, le potentiel en ressources naturelles, minérales et énergétiques contraste avec l'ampleur de la pauvreté de la majorité de sa population et le faible niveau de développement humain. Près de 70 % de la population congolaise est constituée de jeunes (15-24 ans), dont plus de 80 % sont sans emploi². L'insécurité et la violence généralisée à l'encontre des civils font de la RDC le pays le plus affecté par les déplacements internes en Afrique, avec environ 6,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus de 520 000 réfugiés. La RDC se classait au 179^{ème} rang sur 191 pays selon l'indice de capital humain en 2021/2022³, conséquence de décennies de conflits, de fragilité et de développement contrarié.

Procurer aux enfants, adolescents et jeunes de la RDC une éducation de qualité répondrait non seulement au souci de satisfaire un droit humain fondamental, mais aussi d'offrir des opportunités de sortir de la pauvreté et de contribuer au développement de la Nation. L'une des solutions pour les jeunes est d'accéder aux débouchés professionnels qu'offrent les emplois techniques. Mais les incohérences du système d'enseignement et de formation technique et professionnelle (ETFP) ainsi que l'inefficacité des structures d'encadrement ou d'orientation des jeunes ne leur permettent pas d'acquérir les compétences recherchées sur le marché du travail. Plusieurs métiers ont effectivement un besoin criant de main d'œuvre, notamment dans les secteurs agricoles, de l'industriel minier ou du numérique... Cependant, l'offre nationale en formation technique ne répond pas à ces besoins, et les cursus restent faiblement orientés vers l'auto-emploi ou l'entrepreneuriat. La part des ressources budgétaires consacrées à l'ETFP est très faible (12% de l'ensemble des dépenses consacrées à l'éducation⁴) alors que les moyens matériels à mobiliser pour ce type d'enseignement sont par nature plus coûteux. Un accompagnement technique et financier s'impose pour relever les défis posés par ce sous-secteur de l'Éducation.

L'UE, à travers le PIP 2023-2027 (Domaine prioritaire II : Développement humain), se propose de développer un programme axé sur l'enseignement technique et professionnel, y compris au bénéfice des personnes déplacées internes. Ce programme s'attèlera à renforcer efficacement les capacités techniques et à favoriser une meilleure employabilité des jeunes et des femmes/filles défavorisés par un manque de compétences. Il visera ainsi à répondre

¹ <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2022/French/1CODFA2022003.ashx>

² Données Banque Mondiale, 2021, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.EMP.WORK.ZS?locations=CD>

³ PNUD, Rapport sur le Développement Humain 2021/2022,

https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/202209/hdr2021-22_overview_french.pdf

⁴ Ministère du Budget, RD Congo, <https://budget.gouv.cd/budget-2022/>

aux besoins du marché du travail dans certains secteurs clé (industriel minier ; numérique ; agroalimentaire et hôtellerie/restauration ; conservation des aires protégées, et transition énergétique).

La présente action vise à réduire la pauvreté (i) en favorisant une meilleure employabilité des jeunes et des femmes/filles défavorisés par un manque de compétences, et (ii) en répondant aux besoins de compétences et de main d'œuvre locale du marché du travail, notamment dans les zones et secteurs de concentration de la coopération de l'UE (synergies d'impact).

L'Action vise spécifiquement à :

- Faciliter l'accès des groupes vulnérables ciblés (jeunes, femmes/filles) à des cursus de formation professionnelle à travers une série de dispositifs d'accompagnement (sensibilisation, bourses, prêts, subventions, formalités administratives...);
- Renforcer qualitativement l'offre de formation technique et professionnelle disponible au niveau des écoles, centres de formations, instituts privés, et universités via notamment la mise à jour des curricula existants ; l'élargissement de l'offre de formation dans des filières porteuses et qui répondent aux besoins du marché du travail et à la lutte contre le changement climatique ; la formation des formateurs ; la réhabilitation et l'équipement des centres dans l'optique de soutenir la pratique professionnelle ;
- Renforcer les partenariats avec les opérateurs économiques, notamment du secteur privé, en vue de développer une offre de formation conventionnée comprenant un apprentissage en milieu de travail (stages, alternance...) et favorisant l'employabilité directe des apprenants ;
- Renforcer la gouvernance de la formation professionnelle au niveau national et local, en créant un répertoire des formations disponibles et en promouvant l'établissement d'un cadre réglementaire adapté et d'un système de certification ou validation des compétences fonctionnel et maîtrisé.

L'action contribue à l'objectif du PIP Domaine prioritaire II (Développement humain) « l'éducation agit comme moteur du changement de la jeunesse et vivier d'un leadership responsable et engagé » ainsi qu'aux ODD 4 (Éducation de qualité), 8 (Travail décent et croissance économique), et 16 (Paix et justice). Cette action s'inscrit dans l'engagement de l'UE de consacrer au moins 20 % de ses financements extérieurs au développement humain, et de porter de 7 à 10 % le financement de l'éducation.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le développement des compétences techniques et professionnelles à travers un système éducatif en phase avec les défis économiques et humains du pays est une des stratégies suivies par la Présidence de la République. Le Président Tshisekedi, a reconnu l'importance d'offrir un meilleur cadre de formation technique et professionnelle à la jeunesse pour faire du pays un solide pôle d'attractivité et d'implémentation technologique (Discours d'investiture, 2019).

Ainsi, si les premières bases ont été posées par l'Ordonnance 71-055 du 26 mars 1971 portant organisation de la formation professionnelle, plusieurs réformes ont depuis guidé l'action gouvernementale en matière de développement des compétences techniques : la loi Cadre n°14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national, la Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025 ou le Décret n°18/043 du 24 novembre 2018 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission nationale de la certification professionnelle (CNCP). À noter qu'une stratégie spécifique de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est en cours de rédaction sur initiative du ministère de la Formation Professionnelle. Par ailleurs, le premier Forum National pour la formation professionnelle tenu à Kinshasa en décembre 2019 a souligné le caractère transversal ainsi que les multiples ramifications qui caractérisent la formation professionnelle qui font d'elle un levier essentiel du développement socioéconomique de la RDC.

Le Programme d'actions du gouvernement (2021-2023) aborde explicitement l'enseignement technique et la formation professionnelle dans le sens de : dresser un état des lieux sur le programme national de formation professionnelle ; initier une série de programmes de formation technique et professionnelle en faveur des publics-cible identifiés et les impliquer dans les différents travaux de reconstruction du pays ; former et convertir les personnes sans qualification en une main d'œuvre utile.

La formation technique et professionnelle est organisée par les établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle officiels (publics), dont l'établissement public de référence est l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP), les confessions religieuses, les organisations de la société civile, les entreprises publiques et privées, ainsi que par les acteurs privés. Ces apprentissages sont administrativement encadrés par différents ministères dont les interventions s'enchevêtrent et créent une confusion dans la compréhension de leurs missions respectives. Devant cette multiplicité d'acteurs et décideurs et ces chevauchements d'attribution, une coordination et une clarification des rôles sera nécessaire.

La présente action, du fait de sa taille limitée, n'a pas l'ambition de répondre à l'ensemble des besoins de ce sous-secteur de l'éducation. Mais elle offre une opportunité de construire avec certains États Membres de l'Union européenne et d'autres partenaires techniques du sous-secteur un programme concerté qui contribue effectivement à l'employabilité des jeunes, des femmes/filles et, lorsque cela sera possible, des déplacés internes. Sous une logique « Team Europe », l'action tiendra compte des expériences acquises dans ce sous-secteur par les Agences des États Membres UE (ENABEL, AFD, GIZ) et s'alignera sur les modèles de collaboration déjà tracés par celles-ci. L'action pourra venir en cofinancement de certains des programmes mis en œuvre par ces partenaires. Cette intervention permettra en outre à l'UE : 1/ d'accroître l'impact de ses autres actions (dans les secteurs comme la conservation des aires protégées ; la création de chaînes de valeur agricoles, ou encore du genre et de la gouvernance) dans ses zones d'intervention classiques et 2/ de plus s'impliquer dans des secteurs stratégiques comme les mines, la transition énergétique, ou encore le numérique.

2.2 Analyse des problèmes

1. Faible intérêt pour les formations techniques et inadéquation de la formation face aux besoins du marché

L'enseignement technique a longtemps souffert de préjugés défavorables et d'une incompréhension de la part des élèves et des parents. La perception de la société selon laquelle l'enseignement technique et professionnel est réservé aux enfants « peu doués » justifie le peu d'intérêt des jeunes à s'orienter vers ce type de formations. Même s'il est reconnu que l'enseignement technique est pourvoyeur d'emploi, les enfants sont souvent orientés par leurs tuteurs vers l'enseignement général dans l'espoir qu'ils accèdent à des métiers « nobles ». On remarque de ce fait un engagement plus important des jeunes vers les sections classiques depuis le secondaire jusqu'à l'université. Les avantages supposés de l'emploi de bureau (bien payant, propre...) suscitent chez les élèves une désaffection pour l'enseignement technique.

Aujourd'hui, le gouvernement, conscient que ces conceptions accentuent la carence de main d'œuvre pour les métiers techniques, encourage les jeunes à intégrer les écoles techniques et cherche à inverser ces tendances en se fixant l'idée de comptabiliser 40% des effectifs du second cycle dans les écoles techniques à l'horizon 2025. C'est ainsi qu'il a adopté une politique de transformation de certaines écoles d'enseignement général en écoles techniques en vue d'augmenter leur capacité d'accueil.

Le problème qui s'ensuit est l'équipement de ces écoles techniques du fait que les budgets alloués à ce sous-secteur sont insuffisants. En 2022, le budget alloué à la formation professionnelle pesait moins de 1% du budget national tandis que le sous-secteur de l'éducation Primaire et Secondaire atteignait près de 15% du budget national⁵. Mais il faut souligner que ces dotations sont majoritairement consacrées au paiement des salaires et ne ciblent pas les investissements pourtant urgents et prioritaires pour améliorer les conditions d'enseignement des centres de formation. 70% des établissements⁶ dispensent un enseignement qui ne favorise pas la maîtrise des gestes professionnels par les apprenants faute de laboratoires et d'ateliers. Les infrastructures et les équipements des structures d'enseignement technique et de formation professionnelle sont en mauvais état voire totalement délabrés. Certaines machines sont irréparables et d'autres ne répondent plus aux normes de sécurité actuelles ou sont obsolètes du fait de l'évolution et des innovations technologiques. Cela ne permet ni aux formateurs ni aux apprenants de travailler dans un environnement adéquat. Il n'existe pas d'état des lieux au niveau national qui permette de connaître la situation réelle des organismes de formation fonctionnant à travers le pays, et à partir de là, les besoins du sous-secteur en matière d'infrastructures et d'équipements.

⁵ Ministère du Budget, RD Congo, <https://budget.gouv.cd/budget-2022/>

⁶ « Situation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) et problématique de l'emploi des jeunes », Étude financée par l'UNESCO, consultant Nkoy Elela, Kinshasa, 2022, p.46

Enfin, les dispositifs de formation professionnelle fortement dégradés et déphasés ne répondent pas aux exigences des milieux professionnels et ne parviennent pas à intégrer les nouvelles réalités économiques du pays. L'inadéquation de l'offre de formation avec les besoins du marché du travail est essentiellement due au manque de mise en application des savoirs théoriques enseignés dans les écoles techniques dépourvues de matériel et d'équipement, à l'inadaptation des formations aux évolutions technologiques, au déficit de formation et de recyclage des formateurs, et à la faiblesse des mises en situation de travail des apprenants à travers des stages en entreprises.

2. Accessibilité et coût des formations

Au niveau des bénéficiaires des formations techniques, les groupes les plus vulnérables sont généralement exclus du processus de formation du fait du coût des formations ou d'autres facteurs.

a. Les jeunes

Les jeunes constituent plus de la moitié de la population congolaise. Dans un État où les études étaient jusqu'en 2020 encore supportées par les contributions financières des parents, beaucoup ont eu du mal à suivre un cursus normal d'éducation primaire, secondaire ou de formation technique. Certes, la gratuité de l'enseignement primaire a été décrétée en 2020. Mais elle évolue avec difficulté et ne propose pas encore de solutions pour les plus âgés. Aussi à l'école secondaire, malgré « l'encadrement » de la contribution des parents par l'État, certains jeunes issus de familles pauvres demeurent exclus du système. La dépendance à l'égard du financement des ménages ne fait qu'intensifier les inégalités, et les frais de scolarité sont le principal obstacle à l'entrée et au maintien des jeunes à l'école. Ainsi, plus de la moitié des jeunes congolais, frappés par le chômage et le sous-emploi, sont privés de la capacité de réaliser leur potentiel productif et sont contraints de travailler dans le secteur informel, caractérisé par des revenus bas ou irréguliers, de mauvaises conditions de travail et l'inexistence de protection sociale. Cette exclusion sociale fondée sur des raisons financières peut entraîner le désœuvrement de ces jeunes, ou leur glissement vers des activités illégales (dans le secteur minier par exemple) ou criminelles.

b. Les femmes/filles

Les filles ont un cursus scolaire du primaire au secondaire souvent moins long que les garçons au niveau national. La proportion de filles parmi les enfants non-scolarisés est de 50% au niveau du primaire et de 60% au secondaire⁷. Les taux d'achèvement des filles et des garçons sont identiques au niveau primaire, mais les écarts se creusent au fur et à mesure en défaveur des filles. La différence de durée de scolarisation s'amplifie au secondaire en raison des décrochages scolaires plus importants chez les filles. Le pourcentage de filles qui achèvent le secondaire 1er cycle est inférieur de 6 points à celui des garçons et atteint 10 points au secondaire 2^{ème} cycle⁸. Cela est lié aux mariages et grossesses précoces mais aussi à d'autres phénomènes comme la violence basée sur le genre. De manière générale, plus le niveau d'éducation est faible, plus le risque de mariage précoce est élevé. Le taux d'accès des filles à la formation technique et professionnelle est, quant à lui, particulièrement limité. Cela résulte d'une part d'un choix économique et culturel : les parents vont généralement favoriser la formation des garçons au détriment de celle des filles. Et d'autre part, celles-ci sont également freinées par la violence multiforme qu'elles subissent, notamment à l'école. Se rendre dans une école à dominante masculine (ce qui est généralement le cas dans les écoles techniques) est encore plus difficile. De même les « femmes formatrices » sont sous-représentées dans l'éducation technique et de la formation professionnelle du fait de la « masculinisation » de certains métiers techniques. On constate quand-même une légère tendance au changement avec des filières comme l'électricité qui attire de plus en plus de jeunes apprenantes.

3. Les déplacés internes et les réfugiés

Par ailleurs, du fait de la dégradation continue de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Kasai et Tanganyika...), plus de 6 millions de personnes (chiffre 2023, HCR) sont en situation de

⁷ Source UNICEF, 2021, <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2021/11/MICS-EAGLE-DR Congo-Education-Factsheet2021.pdf>

⁸ Source UNICEF, 2021, <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2021/11/MICS-EAGLE-DR Congo-Education-Factsheet2021.pdf>

déplacés internes. La moitié de ces PDI sont des enfants dont près de 500 000 ont moins de 5 ans. Leur tissu social et leurs familles sont déstabilisés et la scolarité des enfants et des jeunes est généralement interrompue. Des solutions humanitaires d'urgence sont proposées mais les besoins d'accompagnement des jeunes affectés par ces situations sont d'ordre administratif, psychologique et sanitaire, ainsi qu'économique pour accéder à des formations techniques et professionnelles et ainsi s'insérer dans la vie active.

L'inclusion des personnes en situation de déplacement forcé dans les mécanismes nationaux de réponse sociale et économique s'est concrétisée dans le plan de développement stratégique national (2023-2027). Désormais, il existe un cadre pour l'inclusion, la planification et la budgétisation des besoins fondamentaux des personnes réfugiées et déplacées internes, notamment dans les zones où la capacité d'absorption du système éducation est limitée. Une approche "hors des camps" permettant aux personnes déplacées de force de s'intégrer dans les communautés locales augmentera l'autonomie des personnes déplacées et de leurs hôtes.

Parmi les lacunes importantes en matière de formation, citons le manque de soutien aux programmes de développement des compétences, le soutien à l'enseignement secondaire, qui n'est pas gratuit même pour les nationaux, le faible taux d'inscription dans l'enseignement supérieur et la difficulté de collecter les données nécessaires à une bonne planification et à la mise en œuvre des projets éducatifs.

4. Faible implication du secteur privé dans la définition des besoins du marché, l'élaboration des cursus et l'intégration des jeunes en entreprise

Bien souvent, l'offre de formation n'est pas définie en tenant compte des besoins du marché et le dialogue avec le secteur privé, principal demandeur en ressources humaines techniques qualifiées reste faible. Les formations proposées ne répondant pas aux besoins des filières économiques porteuses, il arrive que les entreprises soient contraintes de recruter à l'étranger (ceci est particulièrement vrai dans l'industrie minière). Aussi, le marché du travail manque de techniciens spécialisés. C'est un paradoxe de la situation de la RDC : d'un côté il y a pénurie d'emplois dans le secteur économique formel et d'un autre côté il y a un manque de techniciens spécialisés pouvant être directement opérationnels dans les entreprises du secteur privé. Le manque de compétences dans les secteurs de croissance tels que la construction (infrastructures), l'agriculture, les mines, les technologies de l'information et de la communication est patent. Les opérateurs économiques et les investisseurs n'ont pas confiance dans la qualité de la formation des ressources humaines locales, ce qui les conduit à recourir à une main-d'œuvre qualifiée internationale ou à la formation en cours d'emploi pour les qualifications à faible exigence.

De plus, la coopération entre les établissements et le monde du travail, en particulier le secteur privé productif, est quasi nulle. Les conventions de partenariat public-privé pour l'accueil en stage ou en alternance au sein des entreprises sont rarement négociées ou effectives (même s'il existe quelques initiatives intéressantes). Elles permettraient pourtant de renforcer l'adéquation formation-emploi. Mais il n'existe pas de politique publique visant la mise à niveau, la diversification et le développement de l'offre de la formation professionnelle sur toute l'étendue du territoire national.

5. Nécessité de promouvoir et soutenir l'entrepreneuriat

Le déficit de compétences ne se limite pas aux compétences techniques et professionnelles des employés, mais concerne aussi les compétences managériales des entrepreneurs et auto-entrepreneurs. Ce déficit a un impact important sur la productivité des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de l'auto-entreprise. Les politiques publiques ne prévoient pas d'accompagnement au niveau des cursus d'éducation technique et de formation professionnelle en matière d'entrepreneuriat, de coaching des porteurs de projets, ou encore d'accès aux financements. À titre d'illustration, les cycles d'enseignement secondaire et supérieur n'incluent pas de cours sur l'entrepreneuriat, à l'exception de certaines universités privées. C'est ainsi qu'en décembre 2021, le gouvernement congolais avait décidé d'intégrer les cours à caractère entrepreneurial à partir du niveau scolaire en vue de permettre aux jeunes de développer l'esprit d'entreprise.

L'entrepreneuriat est très souvent le principal débouché professionnel face au chômage élevé des jeunes dans un pays où le tissu économique est peu développé (faiblesse des PME). On note quelques initiatives prises au niveau des programmes de coopération (ENABEL) ou des instances étatiques. Le ministère des PME, sous financement

de l'UE⁹ et de la Banque Mondiale, a lancé le Programme de développement des micros, petites et moyennes entreprises (PADMPME) visant à appuyer la croissance des entreprises à fort potentiel et construire un pipeline d'une nouvelle génération des MPME et d'entrepreneurs. L'Agence Nationale pour le Développement de l'Entreprenariat (ANADEC) a mis en place en 2018 un incubateur de la filière cuir à Kinshasa afin de formaliser le métier des jeunes artisans et de les encadrer techniquement. Mais cela ne répond pas au besoin d'un accompagnement holistique des jeunes porteurs d'idées d'affaires et de mise en place d'un écosystème entrepreneurial.

6. Des secteurs à fort potentiel d'employabilité mais en carence de main d'œuvre qualifiée

L'action ciblera cinq secteurs prioritaires qui ont pu être identifiés au regard de leur potentiel d'employabilité immédiate et future (intégration des « métiers d'avenir » sur des filières d'innovation), mais aussi de leur importance stratégique (par exemple transition énergétique). L'Action visera également à privilégier, lorsque cela est possible, des interventions dans les zones où les actions de l'UE sont déjà en cours en RDC.

a. Déficiences de technicité et d'expertise de la main d'œuvre nationale dans le secteur minier et autres secteurs liés à la transition énergétique

Il existe un déficit en main d'œuvre technique sur les sites industriels miniers, principalement dans le Katanga qui concentre l'essentiel de l'exploitation de cuivre et de cobalt du pays. On y trouve des besoins importants dans les filières clé comme la mécanique générale, la soudure, la plomberie, l'électronique ou encore la conduite d'engins lourds, la logistique ou la maintenance de machines industrielles. Les compagnies minières ont initialement puisé dans le vivier des anciens employés de la Gécamines qui avaient bénéficié d'une formation technique solide (ils ont dans l'ensemble été rapidement recrutés). Mais elles ont aujourd'hui du mal à trouver les profils professionnels dont elles ont besoin car les centres de formation professionnelle ont subi la crise qui a touché la province et la Gécamines. Celle-ci se traduit par une obsolescence de leurs équipements et un déphasage de leurs formations avec les besoins des entreprises. De plus, les investisseurs étrangers ont souvent apporté des technologies assez avancées et non maîtrisées par ces centres de formation professionnelle. De ce fait les entreprises minières recrutent à l'extérieur du pays. Bien que la loi congolaise (Code du travail) soutienne la « congolisation » de la main d'œuvre, ces déficiences techniques sont un handicap pour les jeunes congolais en quête d'emploi. Par ailleurs, la politique industrielle du pays vise de plus en plus la création de valeur ajoutée sur la filière via la transformation locale des minerais. Cet objectif requiert que de nouvelles compétences nationales soient développées, et ce à tous les niveaux de qualification professionnelle : qu'il s'agisse de la main d'œuvre pratique et ouvrière comme des métiers de pointe liés aux nouvelles technologies, à l'ingénierie, ou à la recherche. Paradoxalement, les cursus universitaires et la recherche ne sont pas adaptés à ces enjeux et ne répondent pas aux besoins des entreprises en cadres techniciens sur des nouveaux métiers. Il n'existe pas d'expertise technique locale à même d'accompagner le développement durable des industries minières de pointe tel que prévu dans le code minier révisé (2018) ou le Plan directeur national d'industrialisation (2021).

Il faut considérer qu'avec ses matières premières, notamment le cuivre, le cobalt, le lithium, ou le magnésium, la RDC est positionnée pour faire partie des partenaires privilégiés de l'Union européenne pour atteindre ses objectifs de transition énergétique. Ainsi, les deux parties envisagent de conclure un partenariat stratégique sur la chaîne de valeur responsable des minéraux critiques. Il s'agira à terme d'aider le pays à concrétiser son ambition d'être au centre de la production régionale de batteries électriques. Pour cela, il est nécessaire de développer les compétences locales qui intégreront cette chaîne de valeur, notamment au sein des Zones Économiques Spéciales qui ont vocation à terme à abriter ces industries propres d'avenir. Sur ce point, la faculté de Polytechnique de l'Université de Lubumbashi est appelée à gérer le projet régional Centre Africain d'Excellence pour les Batteries (CAEB) en RDC, un Centre de recherche avancée sur les batteries établies au Katanga. En sus de la formation d'ingénieurs sur les technologies de pointe, les écoles techniques devront aussi dès le secondaire intégrer ce nouvel écosystème et développer des filières et curricula pour les plus jeunes techniciens.

Au-delà des opportunités liées à la création d'une chaîne de valeur autour des batteries électriques, les besoins sont également de plus en plus palpables dans les métiers liés à l'installation, la maintenance et l'entretien des installations des énergies renouvelables (solaires, éolien, hydroélectrique), à usage privé ou professionnel. Là

⁹ Financement de l'étude de l'écosystème des PME en RDC.

encore, la préparation à ces métiers est encore largement improvisée et mériterait d'être non seulement mieux intégrée à l'offre de formation proposée par les centres de formation mais aussi à être certifiée au niveau central.

b. Offre inexistante pour les métiers liés à l'environnement et à la conservation des aires protégées

Dans les domaines de l'environnement et de la conservation des aires protégées, qui bénéficient depuis plusieurs années d'un appui de l'Union européenne (cf. le Programme Unis pour le développement durable et la Team Europe Initiative Alliance verte), il existe peu d'expertise congolaise pour occuper les postes aujourd'hui pourvus par des ressources internationales. Le renforcement des compétences liées à la conservation de la nature s'avère particulièrement pertinent dans trois des cinq paysages appuyés par la coopération européenne : les deux sites du patrimoine mondial des Virunga et de la Salonga, et le Parc national de l'Upemba. Dans ces paysages, comme dans le reste du monde rural de la RDC, le renforcement et la pérennisation des stratégies de conservation de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique nécessitent que des compétences nationales soient disponibles et effectivement mobilisées par les rares acteurs économiques actifs dans les paysages concernés. Les opportunités de formation des jeunes sur un ensemble de métiers liés à la protection des aires protégées manquent. Il pourrait s'agir de métiers pratiques de terrain tels que le renforcement des équipes d'éco gardes ou de formations universitaires spécifiques (masters professionnalisant). Il y aurait lieu de renforcer les partenariats formels avec des Centres spécialisés dans la sous-région (Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe...) au regard de leur expertise dans la formation de ressources humaines nationales.

c. Manque d'expériences techniques et d'opportunités de développement en matière de transformation agroalimentaire

La RD Congo n'exploite pas plus de 10% de ses 80 millions de terres arables et la plupart des denrées alimentaires est importée. La plupart des produits agricoles étant périssables, la majeure partie, non transformée et mal conservée, est déjà détériorée avant d'être mise sur le marché. La production et la transformation agricoles sont affectées par le manque de main d'œuvre qualifiée. Les jeunes, qui pourraient trouver dans les secteurs productifs des opportunités d'emploi, ont tendance à se détourner de ces métiers et à se déplacer vers les zones urbaines à la recherche d'emplois plus rémunérateurs. Bien que le gouvernement milite pour une approche économique diversifiée privilégiant notamment le développement de l'agriculture, de l'agro-industrie et de l'agrobusiness, il n'y a pas de formation s'adressant aux gestionnaires agricoles, managers agricoles et aux porteurs de projets de transformation agricole au niveau local. Si bien qu'on observe que les initiatives de transformation et de production agricole demeurent à un niveau expérimental et embryonnaire.

Ce secteur manque non seulement d'expertise professionnelle de qualité mais aussi d'opportunités de soutien technique et financier au développement d'industries de transformation locale stimulant la mise en place de chaînes de valeur et privilégiant la qualité des produits, le respect des standards nationaux, internationaux et la protection des consommateurs – aspects que l'UE envisage de soutenir dans quatre filières dans le contexte du Global Gateway.

d. Une tension grandissante dans le secteur de l'hôtellerie-restauration

Un autre secteur dans lequel il existe peu de préparation et d'expertise nationale est le secteur de l'hôtellerie/restauration. Il bénéficie pourtant d'une certaine croissance économique due en partie au boom immobilier et à la construction d'hôtels dans des zones urbaines fortement peuplées et en développement continu. Aussi, dans villes abritant des sites d'exploitation minière, les activités hôtelières, d'alimentation et de restauration prospèrent rapidement et ne sont pas en mesure de répondre à une demande croissante. Il compte aussi parmi les secteurs qui créent le plus d'emplois, en raison de son fort coefficient de main-d'œuvre et de l'important effet multiplicateur sur l'emploi dans d'autres industries connexes (charcuterie, boucherie, pâtisserie, plats préparés). Il existe ainsi des besoins importants en main d'œuvre surtout dans les zones urbaines, industrielles ou touristiques sur les « métiers de bouche » pour lesquels les débouchés professionnels pour les jeunes qualifiés sont quasi-garantis. Quelques programmes reconnus sont développés par des écoles locales mais faute d'appui ces structures ne savent pas élargir leur capacité d'accueil et capter les jeunes chercheurs d'emploi alors que les opportunités professionnelles sont multiples.

e. Le boom annoncé dans les métiers du numérique

La RDC accuse un retard en matière de développement numérique, par rapport à la plupart des pays africains. Le taux de pénétration d'internet reste faible et seuls 19% des Congolais ont accès à internet, contre une moyenne de 35% sur le continent. À peine plus d'un tiers (36%) de la population vit dans une zone couverte par le réseau 4G. La plupart des compétences numériques intermédiaires ou avancées sont acquises de manière autonome : le plus souvent par des étudiants entrepreneurs désireux d'acquérir des compétences (par exemple de codage ou de marketing digital) qui décident de se former eux-mêmes durant les études, via des forums ou des cours en ligne. L'offre de formation professionnelle dans les technologies de l'information (TIC) est encore très faible : avec un type d'enseignement plutôt théorique (compétences de logiques et de sciences, technologies, ingénieries et mathématiques), quasiment aucune université publique ne forme aux compétences utilisables sur le marché du travail. Ces universités permettent néanmoins de constituer une base académique, que les étudiants doivent compléter par des cours en ligne, des incubateurs ou centres d'innovation, ou des instituts privés. Ces derniers représentent donc la seule offre organisée de formation locale et structurée, délivrant des compétences relativement avancées, souvent validées par une certification internationale (Simplon, Google, Microsoft). Ils fonctionnent sous différents modèles de développement et d'enseignement, trop souvent encore dépendants des bailleurs de fonds. Le secteur privé et les autorités publiques font appel à leur dynamisme, par exemple pour des services ponctuels de e-gouvernement durant la crise du Covid-19. Ces instituts privés se sont souvent développés dans le cadre de hub d'innovation permettant la naissance d'écosystèmes digitaux dynamiques mais fragiles (autour de Kinshasa, Lubumbashi et du Kivu). Cela a favorisé l'émergence de start-up et permis de répondre à certains besoins des entreprises des secteurs miniers, financiers et de télécommunications en particulier. Pour répondre aux besoins immenses du marché de la RDC, l'offre de formation existante doit donc être renforcée, mieux organisée, élargie à d'autres compétences sur la base d'une meilleure connaissance des besoins du marché du travail.

7. Une gouvernance du sous-secteur de la formation professionnelle qui mérite d'être clarifiée et renforcée

Au niveau institutionnel, l'éducation technique et la formation professionnelle sont administrativement encadrées par près de 9 ministères¹⁰ ayant en charge le sous-secteur. La Commission Interministérielle de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle mise en place en 2008 n'a pas réussi à consolider le dialogue entre ces différents intervenants si bien que chaque ministère revendique une compétence qui est parfois contestée par un autre. Le ministère de l'enseignement primaire secondaire et technique s'emploie à travers les écoles techniques sous sa tutelle à organiser le cycle long. Le ministère la formation professionnelle et métiers nouvellement créé en 2016 devrait intervenir pour des cycles courts adressés aux non-actifs à travers des centres de formations agréés. Le ministère de l'Emploi, le Travail et la Prévoyance sociale (ETPS) avec l'Institut National de Préparation Professionnelle, qui bénéficie d'une expérience de près de soixante ans (création en 1964), a pour mission principale la formation continue des travailleurs. Dans la pratique, ce Ministère, qui a longtemps comblé les lacunes du secteur, gère également en partie la formation des plus jeunes ou des personnes sans emploi, ce qui rend la compréhension de son mandat parfois difficile. Le ministère des Affaires sociales propose un apprentissage professionnel et artistique à l'attention des jeunes n'ayant pu bénéficier de la scolarité de base et des enfants en situation d'handicap. Et le ministère de la Jeunesse accueille des jeunes dans ses propres centres de formation professionnelle, soutient la mise en place d'incubateurs, et supervise les activités des associations socioculturelles... La gouvernance du sous-secteur souffre d'un manque de coordination, de contrôle ou de régulation sur tout ce qui se passe en termes de formation professionnelle et technique. Il est difficile d'établir une cartographie claire des centres de formation professionnelles, de définir clairement de quel ministère ils relèvent, d'autant plus qu'au niveau des provinces, ils relèvent souvent du même ministère provincial (les missions d'EPST et de FP étant généralement combinées). L'offre de formation n'est de ce fait pas structurée, ni homogène, et non lisible.

¹⁰ Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ; Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale ; Ministère de la Formation Professionnelle, Arts et Métiers ; Ministère de la Santé ; Ministère des Affaires Sociales ; Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire ; Ministère de la Jeunesse et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté ; Ministère de la Défense Nationale ; Ministère des transports et voies de communication (cf. Étude « Situation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) et problématique de l'emploi des jeunes », UNESCO, Kinshasa, 2022, p.38)

Une autre contrainte majeure du secteur concerne le dysfonctionnement du système de qualification et de certification. Les incohérences du système actuel, couplé à la fraude liée à la délivrance de diplômes, réduisent fortement la valeur des diplômes et des attestations de formation, et minent la confiance du secteur privé dans le système d'EFPT national. Ceci conduit au manque d'intérêt et d'investissement des entreprises. Aux termes du Décret n°18/043 du 24 novembre 2018, la RDC s'est dotée d'une commission interministérielle, interprofessionnelle, intersectorielle et interinstitutionnelle à caractère technique, dénommée Commission Nationale de la Certification Professionnelle, « CNCP » en sigle. Cette Commission, placée sous l'autorité du Ministre ayant l'Emploi, le Travail et la Prévoyance Sociale dans ses attributions, a normalement pour objet la régulation de la certification professionnelle, la validation de la certification professionnelle et l'enregistrement de la certification professionnelle dans le Registre National de Certification Professionnelle (RNCP). Mais le cadre établi n'est pas encore fonctionnel. On est encore loin de la mise en place d'une politique de certification garantissant une reconnaissance fiable et officielle des cursus et diplômes délivrés. Il n'y a donc pas d'annuaire à jour qui permettrait d'avoir une lisibilité nette de l'offre de formation disponible au niveau national. Sur ce point, l'annonce en janvier 2023, de la création d'un Cadre national de qualification et de certification de la formation professionnelle et d'apprentissage des métiers présenté par le ministère de la Formation Professionnelle comme un instrument de classification des diplômes, certificats et brevets complexifie encore davantage la compréhension du système.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Les principales parties prenantes concernées directement ou indirectement par le programme sont les suivants :

Les acteurs institutionnels – Titulaires d'obligations :

1. **Le ministère de la Formation Professionnelle, Arts et Métiers.**
2. **Le ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale.**
3. **Le ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique :**

Sur base des domaines d'intervention ciblés, d'autres Ministères sont aussi concernés à savoir : **le ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, le ministère des Mines, le ministère de l'Environnement, le Ministère du Numérique, le ministère de la Jeunesse, le ministère des Affaires Sociales...**

Il faudra y ajouter les Ministères provinciaux chargés de l'éducation ou de la formation professionnelle et des métiers ; les Ministères provinciaux sectoriels pour les filières ciblées ; les Directions provinciales de la formation professionnelle et des métiers, et les organes publics chargés de la formation professionnelle et de l'emploi.

Les partenaires de mise en œuvre :

- Les Agences des États Membres/ Union européenne ;
- Les organisations du système des Nations unies ;
- Les Organisations non-gouvernementales (ONG) spécialisées dans l'éducation technique et la formation professionnelle.

Il est envisagé de mettre en place un partenariat entre les différents partenaires impliqués dans cette action, selon l'approche « Team Europe ». De ce fait, une importante partie de la mise en œuvre sera déléguée aux Agences des États Membres actives dans le sous-secteur de la formation professionnelle (ENABEL, AFD, GIZ) notamment via des cofinancements.

Les bénéficiaires – Titulaires de droits :

- La population (jeunes, femmes/filles) dans les filières choisies et les zones géographiques ciblées ;
- Les instituteurs, enseignants et acteurs éducatifs travaillant au sein des universités /écoles/centres de formations ciblées ;
- Les cadres et agents techniques des ministères et services étatiques concernés ;
- Le secteur privé.

3 DESCRIPTION DE L’ACTION

3.1 Objectifs et produits

L’objectif général de cette action est d’améliorer l’accès des jeunes et des femmes/filles défavorisés par un manque de compétences à des emplois décents en RDC (République Démocratique du Congo)

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

- 1.1 Faciliter l’accès des groupes vulnérables ciblés (jeunes, femmes/filles) à la formation professionnelle
- 1.2 Renforcer la qualité de l’offre de formation technique et professionnelle et l’adapter aux besoins du marché du travail ;
- 1.3 Augmenter l’insertion professionnelle sur le marché du travail des jeunes apprenants, en particulier des femmes
- 1.4 Renforcer la gouvernance de la formation technique et professionnelle au niveau national

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondant sont les suivants :

P1.1 Les groupes vulnérables ciblés ont bénéficié d’un soutien administratif et financier en vue de participer à des formations professionnelles dans les secteurs ciblés.

P 2.1 L’offre de formation sur les filières clés est mise à niveau ;

P2.2 L’entrepreneuriat et la gestion d’entreprise sont intégrés au cursus de formation ;

P2.3. La qualité des infrastructures et des équipements des établissements d'enseignement s'est améliorée

P3.1. Les partenariats entre les systèmes éducatifs et les opérateurs du secteur privé sont renforcés pour améliorer l’adéquation entre l’offre de formation et les besoins des acteurs économiques ;

P3.2. Un cadre permettant aux apprenants de bénéficier d’une immersion dans le monde professionnel est établi ;

P4.1. Les outils de diagnostic et de certification des institutions nationales en charge de l’encadrement de la formation technique et professionnelle au niveau de pilotage et de coordination du secteur sont améliorés

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1

1.1

- Organiser des campagnes de sensibilisation et sélection des 1000 boursiers et/ou bénéficiaires de prêts (dont au moins 25% filles ; au moins 10% de personnes déplacées ; et au moins 25% d’enfants déscolarisés)
- Organiser des campagnes de promotion aux nouveaux métiers (numérique, énergies renouvelables...) et aux certifications y afférentes.
- Octroyer des subventions aux établissements ciblés pour la gestion des bourses et/ou prêts à taux réduits ou prépaiement de formations achetées en bloc aux instituts de formations ;
- Assurer un suivi personnalisé des apprenants requérant un accompagnement administratif ;

Activités liées aux produits 2

2.1.

- Effectuer une étude de base sur les métiers en tension et les besoins en formation y relatifs
- Créer, mettre à jour et diffuser des curricula sur les filières clés ;
- Faciliter d’implantation d’instituts de formation internationaux certifiés de qualité dans le numérique ;
- Promouvoir et appuyer le développement de cursus d’excellence ;
- Organiser des sessions de coaching destinées aux finalistes à l’examen d’État sur l’accès au marché du travail (projet professionnel, recherche de stages, rédaction CV...) ;

- Organiser des formations des formateurs.
- 2.2.
- Mettre à jour et diffuser les curricula ;
 - Organiser des formations de formateurs sur l'entrepreneuriat ;
 - Mettre en place un dispositif d'appui à la création d'entreprises sur sélection de projets prometteurs.
- 2.3.
- Réhabiliter/aménager des bâtiments (salle de cours, sanitaires, ateliers, laboratoires...) ;
 - Équiper les bâtiments en mobiliers et matériels techniques.

Activités liées aux produits 3

- 3.1.
- Créer un cadre de dialogue entre les acteurs économiques et les établissements de formation dans chaque zone d'intervention ciblée ;
 - Organiser des forums de métiers pour promouvoir les filières à fort potentiel.
- 3.2.
- Établir des partenariats avec des entreprises privées pour le placement en stage et en apprentissage des apprenants ;
 - Établir des partenariats avec des entreprises privées pour l'immersion et l'observation in situ du corps enseignant.

Activités liées aux produits 4

- 4.1.
- Appuyer l'adaptation/clarification du cadre réglementaire portant sur la certification des compétences en matière d'éducation technique et professionnelle est amélioré ;
 - Appuyer techniquement l'élaboration d'une cartographie des structures publiques et privées d'enseignement technique et professionnel.
 - Appuyer la mise en place des référentiels/modules et à la définition des curricula ;
 - Établir et valider le catalogue de formations techniques reconnues au niveau national ;
 - Renforcer la certification internationale des compétences délivrées en RDC.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

L'action visera à intégrer des compétences relatives à la durabilité environnementale dans l'offre de formations techniques et professionnelles. L'action appuiera la création de nouveaux emplois nationaux liés à la conservation de la nature en améliorant l'employabilité des jeunes demandeurs d'emploi (et particulièrement des femmes) dans les secteurs fortement demandés par les stratégies de conservation de la nature.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action a pour objectif significatif la réduction des inégalité femmes-hommes et une attention spéciale pour l'autonomisation des femmes filles bénéficiaires du projet à travers l'amélioration de leur niveau d'employabilité.

Afin d'accompagner les objectifs spécifiques du projet en termes de réduction des inégalités de genre, l'action soutiendra une meilleure prise en compte de ces éléments dans les stratégies et les modalités d'intervention des parties prenantes. Il est attendu que cet accompagnement permette de :

- Faciliter l'accès aux formations aux femmes/filles de manière prioritaire (bourses/prêts) ;
- Renforcer des compétences internes autour des aspects genre (notamment en ce qui concerne l'orientation, les formations en compétences transversales et les activités liées à l'insertion) ;
- Assurer une prise en compte des enjeux genre, et notamment la sensibilisation des acteurs dans l'ensemble des activités prévues à travers l'action ;
- Organiser des formations de formateurs adaptées pour les formateurs/trices
- Assurer un suivi régulier (y compris visites) auprès des entreprises de la prise en compte de l'intégration des femmes/filles dans les projets de stages, d'insertion professionnelle et de recrutement.

La dimension genre sera intégrée lors de l'élaboration des modules, des activités de renforcement de la gouvernance dans les centres de formation professionnelle, les interventions d'orientation et d'insertion

professionnelles. L'action veillera également et dans la mesure du possible à cibler des femmes en situation de vulnérabilité.

L'action s'aligne sur la Politique Nationale du Genre et le Profil Genre Pays de la RDC adopté en 2022. Une analyse devrait être menée pour la prise en compte et les stratégies nécessaires pour atteindre les objectifs de cet aspect genre en tenant de la politique de l'UE en la matière.

Droits de l'homme

L'action contribue au droit à l'éducation pour toutes et tous. Tout au long de la mise en œuvre, l'action appliquera autant que possible les principes de travail de l'approche basée sur les droits humains (respects aux droits humains, non-discrimination, redevabilité, transparence et participation).

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention /D1. Cela implique que l'Action veillera à promouvoir une approche inclusive, en encourageant la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, des femmes/ filles vivant avec un handicap physique ou mental ou ayant toute autre invalidité qui nécessite d'une attention spéciale lors de l'identification des bénéficiaires et de la mise en place des activités, sera prise en compte La RDC ayant ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2015, la politique nationale en cette matière sera prise en compte en s'alignant notamment sur les orientations de la nouvelle loi portant protection et promotion des droits de la personne vivant avec handicap adoptée en 2022.

Réduction des inégalités

L'action veillera à réduire les inégalités dans le sens de l'ODD 10 en promouvant l'accès pour tous (jeunes, femmes/filles) aux formations ciblées ainsi qu'aux activités de recyclage (pour les formateurs et les formatrices) sans aucune différenciation ni discrimination. Aussi, le programme accompagnera de manière spécifique les populations les plus vulnérables (bourses, subventions) afin de leur permettre de bénéficier des appuis sur des bases égalitaires.

Démocratie

NA

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

En permettant à une jeunesse très représentée dans la population nationale d'accéder à des emplois, d'envisager une autonomie financière, d'accéder à des dispositifs d'insertion socioéconomique, l'Action qui s'adressera notamment à une tranche de la population vulnérable vise dans ses effets secondaires à contribuer à la sécurité, à la paix et à soutenir l'intégration sociale des plus défavorisés.

Réduction des risques de catastrophes

NA

Autres considérations, le cas échéant

Déplacement forcé

Cette action vise à promouvoir l'éducation des jeunes et des femmes/filles défavorisés par un manque de compétences, et lorsque cela sera possible, en fonction des zones d'intervention retenues, une attention particulière sera portée aux personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et aux réfugiés. En raison de la déstabilisation de leur tissu social et de leurs familles, ces jeunes déplacés internes rencontrent des difficultés nombreuses et variables pour accéder à la formation technique et professionnelle.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/	Impact (élevé/ moyen/	Mesures d'atténuation

		faible)	faible)	
Politique et sécuritaire	Dégradation de la situation politique et sécuritaire sur certaines zones	H	H	<p>Évaluation des risques, et adoption de solutions privilégiant une intervention non risquée pour les acteurs et les bénéficiaires</p> <p>Ciblage des interventions dans des zones à fort besoin de main d'œuvre au regard de l'intensité de l'activité économique. Les centres urbains de Lubumbashi et Kinshasa vont concentrer une grande partie de l'action et ne font pas face à une situation sécuritaire dégradée</p>
Instabilité politique et incertitudes autour du processus électoral de 2023 (risque de report, manifestations politiques préélectorales, contestations des résultats, violences...)	Obstacles à la mise en œuvre du programme suite aux manifestations politiques	M	M	Suivi de la question, dialogue politique, anticipation et adoption de mesures d'accompagnement spécifiques pour la continuité du programme
Dialogue avec le secteur privé	Manque de collaboration des entreprises privées	M	M	Les associer dans l'identification des métiers en souffrance et activités spécifiques de prospection auprès des entreprises pour nouer les partenariats
Chevauchements de compétences entre les différents ministères impliqués dans le secteur de l'éducation	Interférences et incompréhensions entraînant des blocages quant à la mise en œuvre du projet	M	M	Implications de toutes les parties prenantes au niveau central, provincial et local et mise en place d'un dialogue à ces divers niveaux/ Désignation d'un ministère chef de file capable d'orienter les autres ministères
Non établissement de mécanismes nationaux de validation des formations	Désorganisation du système de reconnaissance des formations techniques	M	M	Accompagnement des autorités nationales à divers niveaux dans la mise en place d'une cartographie des centres formation et d'une liste des formations reconnues officiellement

Enseignements tirés :

Cette action constitue le point d'entrée de l'intervention de l'Union Européenne dans le secteur de l'éducation précisément dans le sous-secteur de l'éducation technique et de la formation professionnelle. Plusieurs interventions ont été financées ces dernières années et démontrent l'intérêt d'investir dans le développement des compétences techniques et professionnelles pour améliorer l'employabilité des sortants des processus d'éducation et de formation. Ces différents projets d'appui à l'éducation et à la formation visent globalement l'accès, l'équité, la pertinence et

l'inclusion. L'adéquation formation-emploi et l'insertion professionnelle des jeunes est au cœur de l'ensemble des interventions mais d'une manière générale, leur mise en œuvre est souvent confrontée par la problématique essentielle de l'employabilité dans le contexte d'un marché de l'emploi tendu et déstructuré.

Plusieurs partenaires de coopération multilatérale et bilatérale s'investissent dans le secteur. L'action tiendra compte des modèles tracés par les partenaires européens dans une logique d'approche « Team Europe » :

- **La Belgique** avec ENABEL, est l'un des plus importants intervenants européens dans le sous-secteur. Elle axe ses programmes sur le renforcement de capacités des jeunes et l'amélioration de leur employabilité. Le programme KIN Emploi vise notamment le développement économique local en milieu urbain et dans les communes périphériques de Kinshasa. L'objectif est l'appui au développement de l'emploi des jeunes à Kinshasa via l'entrepreneuriat, l'auto-emploi et l'emploi salarié dans les secteurs porteurs de l'économie. Le programme « EDUKAT » au Katanga vise, pour sa part, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité et à promouvoir une main-d'œuvre qualifiée répondant aux réalités du marché du travail.
- **La France** intervient à travers l'AFD qui appuie la modernisation de l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP) depuis 10 ans. Le projet INPP I visait à améliorer la qualité de l'offre de formation dans les directions provinciales de l'INPP dans le Sud-Kivu (Bukavu), le Kongo Central (Matadi) et à Kinshasa. Le Projet INPP II, encore en cours, se concentre sur les directions provinciales de Kinshasa, du Nord Kivu (Goma), de l'Équateur (Mbandaka), du Kongo Central (Boma), du Sud-Kivu (Bukavu) et de la Tshopo (programme AFD/C2D).
Un projet d'appui à la formation professionnelle de la filière hôtellerie-restauration (FSPI) a également été financé par l'ambassade de France et exécuté par l'ONG française IECD en vue de répondre au déficit de main d'œuvre qualifiée dans ce secteur à Kinshasa.
- **L'Allemagne**, à travers son agence de coopération GIZ, a développé un projet QUALIPRO d'amélioration de la qualification professionnelle et de l'employabilité au Sud-Kivu. D'autres projets menés au Haut Katanga et au Lualaba (DISM, PROGERIM) ciblent spécifiquement le renforcement des compétences techniques de la main d'œuvre congolaise dans le secteur de l'industrie minière, ainsi que l'accompagnement des autorités décentralisées dans la gestion de leurs ressources financières et l'établissement de plans de développement local qui intègrent la question de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes.

Malgré ces interventions, le sous-secteur reste buté à plusieurs contraintes auxquels il faudra tenter de répondre de manière efficace à travers cette action : les contraintes liées aux ressources (humaines, matérielles et financières) ; les contraintes liées au contenu, aux méthodes, aux programmes, au suivi/évaluation et à la certification ; les contraintes liées à l'offre de formation et son adéquation avec les besoins du monde du travail et les contraintes liées au cadre stratégique et institutionnel (gouvernance),

De ce fait, il faudra adopter une approche holistique favorisant la prise en compte de ces différents problèmes. La facilitation de l'accès aux formations pour l'ensemble des populations cibles ne peut se concrétiser qu'en soutenant financièrement leur intégration dans les programmes de formations mais également en les orientant vers les lieux de stage, d'apprentissage et d'insertion professionnelle. L'état des écoles et des centres de formations dédiés à l'éducation technique et à la formation professionnelle étant généralement déplorable et le niveau des formations se présentant comme déphasé, un soutien en matériel didactique ou en équipement des laboratoires et une adaptation des contenus des cours s'imposent pour se mettre à niveau des exigences techniques et de l'évolution technologique en privilégiant par ailleurs le renforcement des capacités et la formation continue des formateurs. Les appuis ciblés sectoriels répondant aux besoins du marché pourront faciliter l'employabilité des bénéficiaires. Pour cela, le dialogue avec le secteur privé doit être priorisé afin de recueillir, au préalable, leurs attentes et d'adapter spécifiquement les formations aux opportunités et bassins d'emploi. Une meilleure présentation des référentiels et des programmes liés permettrait d'établir la cartographie des centres de formation, d'organiser l'évaluation des formations officiels et de structurer la certification. Finalement, la gouvernance du sous-secteur étant handicapée par la multiplicité d'acteurs étatiques aux missions similaires et confuses, il faudra s'inscrire dans un dialogue impliquant l'ensemble des parties prenantes au niveau central.

La participation de l'Union européenne au groupe intra-bailleurs « Éducation », au sous-groupe « formation professionnelle » et à d'autres groupes de travail permettra d'identifier les synergies et les complémentarités potentielles avec les interventions des autres Partenaires Techniques et Financiers en privilégiant prioritairement une approche « Team Europe » et en évitant les chevauchements ou actions en doublon.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est la suivante :

L'action vise à améliorer l'accès des jeunes et des femmes/filles défavorisés par un manque de compétences à des emplois décents en RDC (République Démocratique du Congo)

L'action entend répondre de différentes façons aux problèmes soulevés par le sous-secteur de l'éducation technique et de la formation professionnelle. Premièrement, l'Action vise un renforcement des compétences des bénéficiaires, jeunes et femmes/filles, en vue d'améliorer leurs compétences techniques et leur employabilité au regard des besoins préalablement identifiés du marché congolais dans les filières ciblées. Les groupes (vulnérables) ciblés pourront bénéficier d'un soutien administratif et financier, via notamment le financement et l'opérationnalisation de bourses, prêts, ou subventions directement gérés par les centres de formation, et ainsi contribuer à leur future intégration économique et sociale. L'OS1 vise à accompagner efficacement ces différents bénéficiaires dont les moyens financiers sont parfois limités et qui n'ont pas accès aux formations de ce fait ou qui sont obligés d'abandonner leurs études en cours de cursus. À travers cet appui, ils pourront s'inscrire, étudier sans obstacles, acquérir les compétences requises et ne pas se retrouver a priori en situation d'exclusion du fait du manque de prise en charge financière, une barrière pour de nombreuses personnes vulnérables pourtant aptes et motivées à apprendre.

Par ailleurs, il importe, sur un plan technique et logistique, que l'offre de formation technique et professionnelle disponible au niveau des écoles, centres de formations, instituts privés, et universités dans les filières porteuses réponde aux besoins du marché du travail. L'offre actuellement disponible à ce niveau reste théorique et n'est souvent pas en lien avec les demandes du marché : de ce fait les apprenants diplômés sortant de ces écoles ne sont généralement pas compétitifs. Ainsi, l'OS2 cible un appui technique et logistique aux institutions publiques et privées de formation dont les capacités et compétences sont réduites du fait du manque d'expertise ou de formation continue des formateurs, de l'inadaptation des contenus des cours/formations, et de matériels adéquats dans les laboratoires d'apprentissage. Les écoles techniques dont les charges financières sont importantes du fait des coûts des matériels et notamment des équipements de laboratoires ne sont pas assez outillées pour fournir un cadre d'apprentissage adéquat. Devant un environnement économique dynamique où les nouvelles technologies évoluent et appellent à une adaptation des matériels, des outillages et des contenus de cours, la mise aux normes des écoles techniques et l'alignement des contenus des modules de formation sur les besoins des entreprises pourront permettre aux apprenants issus desdites formations de répondre directement et qualitativement aux profils recherchés dans le secteur privé.

Parallèlement, un dialogue permanent avec le secteur privé, demandeur en ressources humaines techniques, s'impose pour privilégier l'adéquation formation-emploi et s'adresser directement aux besoins du marché. Un dialogue entreprise-école doit être privilégié en amont (analyse des besoins, définition des profils et contenus, montage des modules) comme en aval (évaluation, mise à jour). Les partenariats avec les opérateurs du secteur privé seront donc renforcés en vue de développer une offre de formation technique et professionnelle comprenant un apprentissage en milieu de travail (stages, alternance, ...) et favorisant l'employabilité directe des apprenants. L'approche sectorielle retenue pour cette action (agroalimentaire et restauration, environnement et conservation des aires protégées, l'industriel minier, et le numérique) vise à répondre aux besoins préalablement identifiés en compétences techniques dans les secteurs stratégiques à fort potentiel économique. L'action privilégiera lorsque cela est possible les zones d'intervention de l'UE en RDC où des bases ont déjà été posées au travers d'autres projets (FED ou NDICI).

Concernant les mines, les besoins se situent essentiellement sur les zones minières du Katanga (Haut Katanga et Lualaba) où une forte demande en techniciens liés aux métiers d'extraction, d'exploitation et de transformation des minerais est décelée. La RDC s'est engagée à améliorer la gouvernance de ses minerais stratégiques, en vue de leur exploitation dans le respect des principes de développement durable. La faculté de Polytechnique de l'Université de Lubumbashi gère actuellement le projet régional de Centre Africain d'Excellence pour batteries en R D Congo, un

Centre de recherche avancée sur les batteries en République Démocratique du Congo. Il sera question d'analyser sur quelle base soutenir l'éducation technique et la formation professionnelle au niveau des écoles secondaires techniques, notamment les écoles techniques situées à Lubumbashi et Kolwezi qui pourront bénéficier d'un appui pour équiper leurs laboratoires et ateliers, et améliorer le contenu et la qualité des cursus. Avec la Faculté de Polytechnique, il s'agira également de développer d'autres cursus universitaires de formation initiale ou continue en fonction des besoins des entreprises afin de mettre à la disposition de celles-ci des ressources humaines qualifiées.

Dans le secteur de l'environnement et de la protection des aires protégées, l'action pourrait s'appuyer sur les expériences concrètes et complémentaires d'organisations déjà impliquées dans la formation professionnelle pour les métiers des secteurs de la conservation de la nature et de la gestion des aires protégées en Afrique subsaharienne. On ciblerait la création de nouveaux emplois nationaux dans les métiers liés à la conservation de la nature dans 3 paysages prioritaires appuyés par la coopération européenne (Virunga, Salonga, Upemba). En matière d'agroalimentaire et d'agro-industrie, même s'il y a des opportunités au Katanga, il est prévu d'orienter les formations techniques du secteur dans les zones où l'UE intervient déjà dans l'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire, ainsi que sur des zones approvisionnant directement des centres urbains à très forte concentration de population (Kinshasa, Kongo Central, Tshopo, Sud Ubangi). Le projet envisagera de soutenir des initiatives portant sur les métiers de la transformation des produits agricoles. À Kinshasa, un terrain de 12 hectares appartenant au ministère de la Formation Professionnelle et Métiers à Kinshasa est destiné à développer des formations liées à l'agriculture. Il est donc envisageable d'appuyer de telles initiatives et voir si d'autres connexions sont possibles. Le domaine de l'hôtellerie / restauration sera également intégré au regard de la forte demande, en zone urbaine et touristique (Kinshasa, Muanda, Lubumbashi), sur ces métiers et sur les « métiers de bouche ».

Dans le domaine du numérique, il s'agit de stimuler l'offre et la demande de compétences spécialisées dans les TIC qui correspondent aux besoins en incluant les entreprises en amont dans un processus d'analyse du marché. Le soutien à l'offre de formation nécessitera une consolidation des instituts de qualité existants, encore trop dépendant des appuis des partenaires privés et bailleurs, et un encouragement à l'éclosion de nouvelles offres de formation, via des consortiums privés ou des réseaux internationaux. Le soutien à la demande permettra à un plus grand nombre d'étudiants d'accéder à des compétences TIC de qualité, à des coûts réduits.

Pour structurer et viabiliser cette approche, l'implication des instances étatiques concernées tant au niveau national que provincial sera indispensable afin de faire valider les nouveaux modules et contenus de cours révisés. L'intervention de l'UE à travers l'OS4 vise ainsi à établir au niveau des décideurs du pouvoir central une cohérence dans l'organisation et la structuration des formations officiellement reconnues. En effet les référentiels suivis et les prérequis acceptés pour délivrer tel ou tel diplôme en formation technique ne sont aujourd'hui pas clairement identifiés. Un dialogue avec les autorités provinciales et locales sera nécessaire pour s'engager dans une action maîtrisée et cohérente.

Pour produire l'impact attendu, les parties prenantes déploieront une combinaison d'activités qui influencent le continuum information-accès-orientation-filière -formation-insertion –emploi-validation des formations et mèneront à l'atteinte des produits retenus pour la présente action.

L'UE cherchera à identifier le(s) Partenaire(s) d'exécution pouvant chapeauter partiellement ou totalement l'ensemble des OS repris dans cette Action en privilégiant une approche « Team Europe » via des cofinancements si possible.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@) : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Réduire la pauvreté en favorisant une meilleure employabilité des jeunes, des femmes, et des déplacés internes défavorisés, et en répondant aux besoins de compétences et de main d'œuvre locale du marché du travail	1. Augmentation de l'intégration des jeunes sur le marché de l'emploi (15 à 24 ans) et autres groupes vulnérables ciblés (femmes/filles) 2. Augmentation du niveau de perception des entreprises sur l'amélioration de la préparation professionnelle de la main d'œuvre locale	1. 0 2. Baseline à établir en début de projet	1. 1000 jeunes/an 2. Au moins +20% dans la note d'appréciation globale	Rapports d'activités des partenaires d'exécution Statistiques du ministère de l'Emploi rapports Rapports annuels PNUD ODD, INES, BM Enquête menée en début et fin de projet auprès de 30 entreprises ciblées	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	L'accès des groupes vulnérables ciblés (jeunes, femmes, personnes déplacées) à des cursus de formation professionnelle est facilité	1.1 Augmentation du nombre de bourses gérées et octroyées par les centres de formation appuyés (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre)	1.1 Baseline à établir en début de projet pour chaque province ciblée	1.1 1000 bourses	Rapports d'activité des partenaires d'exécution et/ou centres de formation ciblés	L'appui financier destiné aux groupes vulnérables leur permet de répondre aux exigences de compétences techniques du marché
Effet direct 2	La qualité de l'offre de formation technique et professionnelle disponible au niveau des écoles, centres de formations, instituts privés, et universités dans les filières porteuses et qui répondent aux besoins du marché du travail est renforcée	2.1 Amélioration sensible de l'évaluation faite par les entreprises accueillant des stagiaires (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre) 2.2 Amélioration de l'accès aux équipements et matériels de mise en pratique aux élèves	2.1 Baseline à établir en début de projet auprès d'entreprises ayant déjà accueilli des stagiaires dans les filières ciblées 2.2 Diagnostic à établir en début de projet auprès des centres de formation ciblés	2.1 Au moins +20% dans la note d'appréciation globale 2.2 Augmentation de 15% du matériel technique disponible et	Entretiens des 30 entreprises ciblées Rapports d'activités du partenaire de mise en œuvre	La revalorisation du contenu et de la qualité des formations facilite l'orientation professionnelle des publics cibles et leur employabilité

		2.3 Au moins 50 jeunes entrepreneurs en fin de cycle de formation ont été sélectionnés et accompagnés dans la création d'une entreprise formelle	2.3 0	fonctionnel dans les centres ciblés 2.3 50 (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre)		
Effet direct 3	Les partenariats avec les opérateurs du secteur privé sont renforcés en vue de développer une offre de formation technique et professionnelle comprenant un apprentissage en milieu de travail (stages, alternance, ...) et favorisant l'employabilité directe des apprenants	3.1 Au moins 50 partenariats sont conclus avec des opérateurs économiques du secteur privé 3.2 Au moins 3000 jeunes accèdent à un emploi salarié ou journalier auprès d'un opérateur économique local	3.1. Donnée non disponible car centres de formation non sélectionnés 3.2 0	3.1 50 3.2 3000 (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre)	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	L'implication du secteur privé est une garantie de mise en adéquation des formations qui s'aligneront réellement sur besoins des entreprises
Effet direct 4	La gouvernance de la formation technique et professionnelle est renforcée au niveau national	4.1 Le catalogue des établissements et des formations techniques et professionnelles est disponible 4.2. Les référentiels d'au moins 3 filières clé sont créés ou mis à jour et certifiés au niveau national 4.3 Les analyses-diagnostic produites sont validées et exploitées par les autorités nationales	4.1 0 4.2 0 4.3 Insuffisance des analyses disponibles et absence de statistiques du secteur	4.1 Publication et mise en ligne d'un catalogue 4.2 3 4.3. Organisation d'au moins 2 ateliers de mise en discussion / validation d'analyses / rapports sectoriels	Sites internet des institutions concernées Compte-rendu des comités techniques de validation Rapports annuels des ministères sous-sectoriels Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	La gouvernance institutionnelle améliorée permet une meilleure coordination du système d'éducation technique et de FP au niveau central
Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1 Les groupes vulnérables ciblés ont bénéficié d'un soutien administratif et financier en vue de participer à des	1.1.1 Au moins 25% des bénéficiaires des bourses sont des femmes	1.1.1. Non établi	1.1.1. 25%	Rapports d'activités des centres de formation ciblés	L'appui financier aux groupes cibles résout le problème de technicité

	formations professionnelles dans les secteurs ciblés	1.1.2 Au moins 10% des bénéficiaires des bourses sont des personnes déplacées 1.1.3 Au moins 25% des bourses attribuées ciblent des jeunes garçons ou filles déscolarisés	1.1.2. Non établi 1.1.3. Non établi	1.1.2. 10% 1.1.3 25%	Rapports d'activités du partenaire de mise en œuvre	et d'employabilité de la main d'œuvre locale
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 L'offre de formation sur les filières clés est mise à niveau	2.1.1 Au moins 50% des centres de formation ciblés bénéficient de curricula mis à jour 2.1.2 Au moins 80% des enseignants des centres ciblés exploitent les outils didactiques actualisés et mis à leur disposition 2.1.3 Au moins 3 filières d'excellence sont créées et/ou soutenues	2.1.1. 0 2.1.2. 0 2.1.3. 0	2.1.1. 50% du nombre de centres soutenus 2.1.2. 80% 2.1.3. 3	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	La mise à disposition d'une offre de formation adaptée aux réalités économiques est un outil pouvant assurer la compétitivité des centres locaux et l'employabilité des publics cibles
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 L'entrepreneuriat et la gestion d'entreprise sont intégrés au cursus de formation	2.2.1 Augmentation d'au moins 20% du nombre de centres de formation ciblés offrant des modules en entrepreneuriat 2.2.2 Au moins 50 jeunes bénéficient d'un appui pour la création de leur entreprise à l'issue de leur cycle de formation	2.1.1: 0 2.1.2. 0	2.1.1 : 20% du nombre de centres soutenus 2.1.2 : 50 (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre)	Rapports d'activité annuelle des centres de formation ciblés Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	La valorisation de l'entrepreneuriat offre des débouchés économiques à d'autres catégories professionnelles
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3 Les conditions d'accueil et d'enseignement sont adaptées à l'acquisition de savoirs théoriques et pratiques	2.3.1 Au moins 5 centres de formation bénéficient de réhabilitation de leur infrastructure d'accueil 2.3.2 Au moins 5 filières clé sont soutenues par	2.3.1. 0 2.3.2. 0	2.3.1. 5 2.3.2. 5	Rapports d'activité annuelle des centres de formation ciblés	Un cadre de formation amélioré et équipé garantit un meilleur apprentissage technique

		l'octroi d'un équipement technique moderne				
Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1 L'adéquation entre l'offre de formation et les besoins des acteurs économiques est améliorée	3.1.1 Dans chaque province cible les entreprises ou acteurs économiques ont été sollicités dans l'identification des filières (métiers) prioritaires à soutenir 3.1.2 Au moins un forum métier est organisé dans chacune des provinces ciblées	3.1.1. 0 3.1.2. Non défini	3.1.1. 20 entreprises consultées/an 3.1.2 X forums métier organisés en fonction des provinces retenues	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	Le dialogue secteur privé / centres de formations répond de manière optimale aux exigences en formation technique du marché d'emploi
Produit 2 lié à l'effet direct 3	3.2 Un cadre permettant aux apprenants de bénéficier d'une immersion dans le monde professionnel est établi	3.2.1 Au moins 1500 apprenants sont accueillis comme stagiaires dans des entreprises partenaires des zones ciblées 3.2.2. Au moins 3000 jeunes accèdent à un emploi	3.2.1. 0 3.2.2. 0	3.2.1 1500 (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre) 3.2.2. 3000 (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre)	Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	L'apprentissage pratique et les stages en entreprises consolident l'intégration professionnelle des jeunes et autres publics cibles
Produit 1 lié à l'effet direct 4	4.1 Les institutions nationales en charge de l'encadrement de la formation technique et professionnelle sont renforcées dans leurs capacités de pilotage et de coordination du secteur	4.1.1 Une cartographie des structures publiques et privées d'enseignement technique et professionnel est disponible 4.1.2 Un diagnostic sur les lacunes du cadre réglementaire de la formation technique et professionnelle est disponible et mis en	4.1.1. Absence de catalogue 4.1.2. Absence ou insuffisance du diagnostic institutionnel et légal	4.1.1. Un catalogue est publié 4.1.2. Une étude est partagée avec les autorités compétentes	Rapports et Sites internet des institutions étatiques Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	L'encadrement institutionnel et juridique amélioré du secteur assure une meilleure coordination des parties prenantes

		discussion avec les autorités compétentes				
Produit 2 lié à l'effet direct 4	4.2 La liste des diplômes de formation technique et professionnelle en RDC est clarifié	4.2.1 La procédure de validation des formations officielles est maîtrisée 4.2.2 La liste des formations est mis à jour et accessible	4.2.1. 0 4.2.2. 0	4.2.1. Au moins 50 dossiers des Ministères certificateurs sont déposés au CNCP 4.2.2. Au moins 50 formations sont clairement référencées	Sites internet des institutions concernées Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	La certification des diplômes et la mise en place du RNCP au sein du CNCP sont une garantie de conformité et crédibilité des formations dispensées

Résultats	Chaine de résultats (a) : (maximum 10)	Indicateurs (a) : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer l'accès des jeunes femmes et hommes à des emplois décents en RDC	1. Taux de chômage (ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables (SDG 8.5.2) 2. Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation (SDG 8.6.1) 3. Niveau de perception des entreprises sur l'amélioration de la préparation professionnelle de la main d'œuvre locale	1. A déterminer 2. 0 3. Baseline à établir en début de projet	1. A déterminer 2. 1000 jeunes/an 3. Au moins +20% dans la note d'appréciation globale	1. et 2. Base de données des indicateurs mondiaux des ODD (UNstats) Statistiques du ministère de l'Emploi Portail de données STAT de l'OIT Rapports du PNUD 3. Enquêtes auprès des employeurs menées et financées par l'intervention financée par l'UE	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	L'accès des groupes vulnérables ciblés (jeunes, femmes, personnes déplacées) à des cursus de formation professionnelle est facilité	1.1 Augmentation du nombre de bourses gérées et octroyées par les centres de formation appuyés	1.1 Baseline à établir en début de projet pour chaque province ciblée	1.1 1000 bourses	1.1 Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre	L'appui financier destiné aux groupes vulnérables leur permet de répondre aux exigences de compétences techniques du marché
Effet direct 2	La qualité de l'offre de formation technique et professionnelle est améliorée et mieux adaptée aux besoins du marché du travail	2.1 Pourcentage de bénéficiaires dont les performances/compétences techniques en tant qu'apprentis sont jugées satisfaisantes par leur employeur, ventilé par sexe, âge, handicap et secteur économique (indicateur clé OPSYS) 2.2 Nombre des enseignants des centres	2.1 Baseline à établir en début de projet auprès d'entreprises ayant déjà accueilli des stagiaires dans les filières ciblées 2.2 0	2.1 Au moins +20% dans la note d'appréciation globale 2.2 A déterminer	2.1 Enquêtes auprès des employeurs menées et financées par l'intervention financée par l'UE 2.2 Enquêtes auprès des écoles et financées par l'intervention financée par l'UE	La revalorisation du contenu et de la qualité des formations facilite l'orientation professionnelle des publics cibles et leur employabilité

		ciblés exploitent les outils didactiques actualisés et mis à leur disposition				
Effet direct 3	L'insertion professionnelle au sein des entreprises des jeunes apprenants, en particulier des femmes, est augmentée	<p>3.1 Nombre des jeunes ayant bénéficié du programme accédant à un emploi salarié ou journalier auprès d'un opérateur économique local (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par sexe)</p> <p>3.2 Pourcentage de bénéficiaires de programmes d'EFP de l'UE qui déclarent avoir acquis une expérience professionnelle pertinente dans le cadre de l'apprentissage (ventilé par sexe et par groupes vulnérables)</p> <p>3.3 Pourcentage de personnes ayant trouvé un emploi dans les 6 mois après avoir bénéficié de l'aide de l'intervention financée par l'UE, ventilé par sexe, âge et handicap (indicateur clé OPSYS)</p>	<p>3.1 0</p> <p>3.2 0</p> <p>3.3 0</p>	<p>3.1 3000 (H:X; F:X ; dont X appartenant à des groupes vulnérables)</p> <p>3.2 Au moins 75%</p> <p>3.3 A déterminer (H:X; F:X ; dont X appartenant à des groupes vulnérables)</p>	<p>3.1 Enquête auprès des bénéficiaires de l'UE</p> <p>3.2 Enquêtes auprès des bénéficiaires de l'UE</p> <p>3.3 Enquête auprès des bénéficiaires de l'UE</p>	L'implication du secteur privé est une garantie de mise en adéquation des formations qui s'aligneront réellement sur besoins des entreprises
Effet direct 4	La gouvernance de la formation technique et professionnelle est renforcée au niveau national	4.1 État de réalisation du catalogue national des établissements et des formations techniques et professionnelles	4.1 Il n'y a pas un catalogue des établissements et les formations techniques et professionnelles	4.1 Validation et publication - mise en ligne d'un catalogue	<p>4.1, 4.2, 4.3 Sites internet des institutions concernées</p> <p>Compte-rendu des comités techniques de validation</p>	La gouvernance institutionnelle améliorée permet une meilleure coordination du système d'éducation technique et de FP au niveau central

		<p>4.2 Les études et diagnostics réalisés sur financement UE sont validés et exploités par les autorités nationales</p> <p>4.3 Nombre de plans/programmes d'EFP révisés ou rédigés conjointement par les régulateurs de l'éducation, les établissements d'EFP et les partenaires sociaux (organisations d'employeurs et de travailleurs) avec le soutien de l'UE et adoptés (indicateur clé OPSYS)¹¹</p>	<p>4.2 Insuffisance des analyses disponibles et absence de statistiques du secteur</p> <p>4.3 0</p>	<p>4.2 Organisation d'au moins 2 ateliers de validation des études et diagnostics produits</p> <p>4.3 Au moins 5</p>	<p>Rapports annuels des ministères sous-sectoriels</p> <p>Rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre</p>	
<p>Produit 1</p> <p>lié à l'effet direct 1</p>	<p>1.1 Les groupes vulnérables ciblés ont bénéficié d'un soutien administratif et financier en vue de participer à des formations professionnelles dans les secteurs ciblés</p>	<p>1.1.1 Nombre de bourses octroyées par les centres de formation avec le soutien de l'UE (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par sexe)</p> <p>1.1.2 Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement avec le soutien de l'UE : (b) enseignement secondaire (GERF 2.36, b) (ventilé par sexe et groupes vulnérables)</p>	<p>1.1.1 Non établi</p> <p>1.1.2 Non établi</p>	<p>1.1.1 1000 Femmes :25% Personnes déplacées : 10% Jeunes garçons ou filles déscolarisés : 25%</p> <p>1.1.2 1000 Femmes :25% Personnes déplacées : 10% Jeunes garçons ou filles déscolarisés : 25%</p>	<p>1.1.1 et 1.1.2 Rapports d'activités des centres de formation ciblés</p> <p>Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE</p>	<p>L'appui financier aux groupes cibles résout le problème de technicité et d'employabilité de la main d'œuvre locale</p>

¹¹Nombre de filières clé pour lesquelles les référentiels sont créés ou mis à jour et certifiés au niveau national

Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 L'offre de formation sur les filières clés est mise à niveau	2.1.1 Nombre de centres de formation ciblés ayant mis à jour leurs curricula	2.1.1 0	2.1.1 50% du nombre de centres soutenus	2.1.1 et 2.1.3 Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 2.1.2 Enquêtes post formation menées auprès des enseignants formés	La mise à disposition d'une offre de formation adaptée aux réalités économiques est un outil pouvant assurer la compétitivité des centres locaux et l'employabilité des publics cibles
		2.1.2 Pourcentage des enseignants des centres ciblés exploitant les outils didactiques actualisés et mis à leur disposition	2.1.2 0	2.1.2 80%		
		2.1.3 Nombre de filières d'excellence créées et/ou soutenues	2.1.3 0	2.1.3 3		
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 L'entrepreneuriat et la gestion d'entreprise sont intégrés au cursus de formation	2.2.1 Pourcentage de centres de formation ciblés offrant des modules en entrepreneuriat	2.2.1 : 0	2.2.1 : 20% du nombre de centres soutenus	2.2.1., 2.2.2 et 2.2.3 Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	La valorisation de l'entrepreneuriat offre des débouchés économiques à d'autres catégories professionnelles
		2.2.2 Nombre de jeunes bénéficient d'un appui pour la création de leur entreprise à l'issue de leur cycle de formation	2.2.2 : 0	2.2.2 : 50 (H:X; F:X ; dont X appartenant à des groupes vulnérables)		
		2.2.3 Nombre de personnes formées par l'intervention financée par l'UE et disposant de connaissances et/ou de compétences accrues en matière d'entrepreneuriat ou d'éducation financière (indicateur clé OPSYS) (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre)	2.2.3 :0	2.2.3 : À déterminer (H:X; F:X ; dont X appartenant à des groupes vulnérables)		
Produit 3	2.3 La qualité des infrastructures et des équipements des établissements	2.3.1 Nombre de centres de formation bénéficiant de réhabilitations de leur infrastructure d'accueil	2.3.1. 0	2.3.1. 5	2.3.1 et 2.3.2 Rapports d'activités annuels des centres de formation ciblés	Un cadre de formation amélioré et équipé garantissant un meilleur apprentissage technique

lié à l'effet direct 2	d'enseignement s'est améliorée	2.3.2 Nombre de filières clé soutenues par l'octroi d'un équipement technique moderne	2.3.2. 0	2.3.2. 5	Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	
Produit 1 lié à l'effet direct 3	3.1 Les partenariats entre les systèmes éducatifs et les opérateurs du secteur privé sont renforcés pour améliorer l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins des acteurs économiques	<p>3.1.1 Dans chaque province cible les entreprises ou acteurs économiques ont été sollicités dans l'identification des filières (métiers) prioritaires à soutenir</p> <p>3.1.2 Degré d'appréciation par les entreprises ou acteurs économiques du niveau de qualification des apprenants placés</p> <p>3.1.3 Nombre de forums métier organisés dans les provinces ciblées</p>	<p>3.1.1 0</p> <p>3.1.2 A déterminer</p> <p>3.1.3 0</p>	<p>3.1.1 Au moins 30 entreprises consultées</p> <p>3.1.2 Au moins 60% d'appréciation positive</p> <p>3.1.3 A déterminer</p>	<p>3.1.1 et 3.1.2 Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE Enquêtes menées auprès des entreprises partenaires</p> <p>3.1.3 Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE</p>	Le dialogue secteur privé / centres de formations répond de manière optimale aux exigences en formation technique du marché d'emploi
Produit 2 lié à l'effet direct 3	3.2 Un cadre permettant aux apprenants de bénéficier d'une immersion dans le monde professionnel est établi	<p>3.2.1 Nombre de personnes ayant bénéficié d'interventions de développement de l'EFP/des compétences en établissement ou sur le lieu de travail soutenues par l'UE : (a) tous les développements de l'EFP/des compétences (GERF 2.14, a) (ventilé par groupes vulnérables ciblés et par genre)</p> <p>3.2.2 Nombre de jeunes qui accèdent à un emploi à l'issue de leur formation</p>	<p>3.2.1 0</p> <p>3.2.2 0</p>	<p>3.2.1 1500 (H:X; F:X ; dont X appartenant à des groupes vulnérables)</p> <p>3.2.2 3000 (H:X; F:X ; dont X appartenant à des</p>	3.2.1, 3.2.2 et 3.2.2 Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	L'apprentissage pratique et les stages en entreprises consolident l'intégration professionnelle des jeunes et autres publics cibles

		3.2.3. Nombre de partenariats conclus avec des opérateurs économiques du secteur privé	3.2.3 A déterminer	groupes vulnérables) 3.2.3 A déterminer		
Produit 1 lié à l'effet direct 4	4.1 Les outils de diagnostic et de certification des institutions nationales en charge de l'encadrement de la formation technique et professionnelle au niveau de pilotage et de coordination du secteur sont améliorés	<p>4.1.1 État de réalisation d'une étude de recensement des structures publiques et privées d'enseignement technique et professionnel et des formations disponibles dans les zones ciblées</p> <p>4.1.2 État de réalisation d'un diagnostic sur les lacunes du cadre réglementaire de la formation technique et professionnelle</p> <p>4.1.3 Nombre de dossiers des Ministères certificateurs déposés au CNCP avec le soutien de l'UE</p>	<p>4.1.1 Recensement non disponible</p> <p>4.1.2 Absence ou insuffisance du diagnostic institutionnel et légal</p> <p>4.1.3. 0</p>	<p>4.1.1 Une étude est mise à disposition des autorités</p> <p>4.1.3 Une étude est partagée avec les autorités compétentes</p> <p>4.1.3. Au moins 10 dossiers</p>	4.1.1, 4.1.2 et 4.1.3 Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE	<p>L'encadrement institutionnel et juridique amélioré du secteur assure une meilleure coordination des parties prenantes</p> <p>La certification des diplômes et la mise en place du RNCP au sein du CNCP sont une garantie de conformité</p>

4. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République démocratique du Congo.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire : N/A

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.¹²

4.4.1. Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants :

- Être une institution engagée dans le domaine de la formation professionnelle ;
- Avoir des compétences reconnues en matière de gestion des projets similaires ;
- Avoir des actions de coopération en cours ou récentes en RDC dans ce domaine ;
- Disposer de collaboration spécifique avec les Organisations internationales, acteurs publics, privés et de la société civile spécialisés dans le domaine.

La mise en œuvre par ces entités concerne l'ensemble des activités prévues par l'Action.

4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la modalité privilégiée mentionnée au point 4.4.1 ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la ou les composantes concernées sera conduite en gestion directe selon le schéma suivant : signature de(s) subvention(s) avec des organisations non gouvernementales internationales ayant une expérience avérée dans le domaine de la formation professionnelle.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas

¹² www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (Montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectifs 1, 2 & 3	29 900 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.1	29 900 000
Évaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	100 000
Totaux	30 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le projet sera mis en œuvre sous la responsabilité de l'entité/les entités qui sera ou seront sélectionnées sur la base des critères repris au point 4.3.

Chaque entité sera responsable de la mise en place d'un comité de pilotage (COPIL) chargé d'assurer le suivi de l'orientation générale et de l'atteinte de l'objectif global, des objectifs spécifiques et des résultats attendus du projet qu'elle mettra en œuvre. Ce comité de pilotage sera placé sous le lead du Ministère de tutelle pertinent et du ministère des Finances, avec l'implication et la participation des différentes parties prenantes. La Délégation de l'Union européenne en RDC sera membre de ce comité qui se réunira au moins une fois par an.

Le COPIL aura la responsabilité de valider les orientations (et éventuelles réorientations) de l'action, la programmation annuelle et les rapports périodiques qui lui seront présentés.

Des comités techniques de suivi sectoriels seront mis en place afin de suivre l'évolution des interventions sectorielles retenues pour la présente action. Ils se réuniront trimestriellement. Les membres du CTS sont les cadres techniques des parties prenantes de l'action, membres du COPIL. Le CTS veillera à ce que l'action sectorielle puisse suivre les modalités globalement fixées dans le projet. Les rapports des CTS seront présentés lors des COPIL.

Les agences chargées de la mise en œuvre rendront compte régulièrement à la DUE des avancées de l'action et des problèmes éventuellement rencontrés. Outre des rapports contractuels, des points périodiques permettront de manière informelle d'assurer la qualité du dialogue et du pilotage de l'action. Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer à ces comités techniques de suivi.

De plus, le suivi global et intégral de l'Action se fera à travers un Comité de pilotage stratégique (COPIS) en charge d'assurer la cohérence d'approche et la coordination harmonieuse de l'ensemble des actions mises en œuvre, en se basant notamment sur les recommandations formulées lors des COPIL, et en veillant à l'approche « Team Europe ». Ce comité se réunira une fois par an sous la Présidence du ministère des Finances et en présence des représentants de l'UE, des ministères sectoriels et des partenaires d'exécution.

4.8 Conditions préalables [uniquement pour la modalité de projet]

N.A.

5. MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Les entités en charge de la mise en œuvre de chaque produit ou sous-produit seront chargées de veiller à la mise en place d'un cadre logique pour leur intervention, relevant du cadre logique de l'ensemble du programme.

Les cadres logiques développés doivent inclure des indicateurs aux différents niveaux de résultats et intégrer ceux du cadre logique du programme (pour le produit ou le sous-produit respectif). Ces indicateurs seront mesurés annuellement. Les entités maitresses d'ouvrage sont responsables de la mesure annuelle des indicateurs ainsi que de l'établissement de la ligne de base au début de l'intervention.

Le cadre logique sera complété annuellement et fera l'objet d'analyse avec les parties prenantes lors du comité de pilotage.

5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance et de la nature de l'action, une/des évaluation(s) à mi-parcours, finale(s) ou ex-post pourront être effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants à travers des missions contractées par la Commission.

Dans le cas d'une évaluation mi-parcours, celle-ci sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage en particulier dans le cadre d'une mise en œuvre conjointe par plusieurs entités chargées de l'exécution.

Dans le cas d'une évaluation finale ou ex-post, celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que d'autres programmes pourraient s'aligner sur cette thématique dans le futur.

Dans le cas d'une évaluation commandée par la Commission, la Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fonds commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leurs travaux auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances ;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations) ;
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège). Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes) ;

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	